

**POUR LA DEMOCRATIE
ET LA LIBERTE**

**SOLIDARITE
AVEC
LA TURQUIE**

2

bulletin de solidarité avec la turquie

A: 33 RUE DE LA GRANGE AUX BELLES 75010 PARIS

SOMMAIRE

P.1

- Devant la montée de la solidarité internationale, la junte a répondu : les fondateurs et les dirigeants du Comité turc pour la paix sont arrêtés.
- Le Parti ouvrier turc, le Parti communiste turc et le parti socialiste des travailleurs turcs lancent un appel commun.
- Interview de Bülent Ecevit à la télévision hollandaise.

P.2

- La déclaration d'Ankara : 46721 personnes sont jugées par les tribunaux militaires.
- Le procès PCT a commencé à Ankara.

P.3

- La répression envers les enseignants et les étudiants s'intensifie.
- 300 officiers patriotes sont emprisonnés.
- La junte arrête les médecins témoins des tortures.

P.4

- Les familles des détenus luttent contre la faim.
- La venue de groupes d'observateurs étrangers en Turquie dépend désormais d'une permission.

P.5

- La constitution et les lois promulguées par la junte.
- 100.000 interdictions de quitter le territoire.

P.6

- Le procès de la DISK.
- Pourquoi veulent-ils les exécuter ?

P.7,8,9

- La célébration du 15° anniversaire de la fondation de la DISK dans différents pays d'Europe.

P.10

- Le 10° congrès de la FSM s'est réuni à la Havane.

../.
1955

P.11

- Déclaration commune des dirigeants de la DISK et de la CGT.
- Rencontre des dirigeants de l'UGICT et de la DISK.
- La campagne de solidarité des intellectuels français avec les forces démocratiques de Turquie.
- Déclaration de Schori sur la Turquie.

P.12

- La solidarité des juristes avec la Turquie se développe au niveau international.
- La déclaration des représentants de la fédérations internationale des droits de l'homme.

P.13

- La MJCF a ouvert une campagne de solidarité.
- Une délégation turque a rencontré plusieurs personnalités du ministre des affaires étrangères.
- Télégramme de protestation envoyé par des intellectuels, des artistes, des enseignants -CGT.

TÜRKİYE SOSYAL TARİH ARASTIRMA KURUMU

DEVANT LA MONTEE DE LA SOLIDARITE INTERNATIONALE, LA JUNTE A REPONDU :
LES FONDATEURS ET LES DIRIGEANTS DU CO.ITE TURC POUR LA PAIX SONT ARRÊTES.

Ces jours derniers la junte a commencé de nouvelles vagues d'arrestations à Istanbul et à Izmir. Dans un même temps, elle a interpellé les 42 fondateurs et dirigeants du Comité turc pour la paix. Parmi eux se trouvent
Mahmut DIKERDEM - Président du comité turc pour la paix, ancien ambassadeur
Orhan AFAYDIN - Bâtonnier au barreau d'Istanbul, avocat au procès de la DISK
Metin OZEK - Professeur
Melih TUMER - Professeur
Erdal ATABEK - Président de l'Union des médecins turcs
Reha ISVAN - Membre de la présidence du comité pour la paix et épouse de l'ancien maire d'Istanbul Ahmet ISVAN (arrêté)
Ali SIRMEN - Journaliste au quotidien Cumhuriyet.

LE PARTI OUVRIER TURC, LE PARTI COMMUNISTE TURC ET LE PARTI SOCIALISTE DES TRAVAILLEURS TURCS LANCENT UN APPEL COMMUN.

Les plus hautes instances du POT, PCT et PSTT se sont réunis et ont publié une déclaration commune le 4 février 1982. Dans ce message, ils ont évoqué la situation en Turquie et la situation internationale, l'unité politique de la classe ouvrière et les possibilités d'une unité d'action et d'un front élargi.

Les trois partis ont décidé d'organiser des symposiums communs sur des sujets politiques et idéologiques. Par ailleurs, ils ont précisé que leurs différences de vues pouvaient être écartées dans le combat des classes laborieuses et dans le processus d'unité d'action.

INTERVIEW DE BULENT ECEVIT A LA TELEVISION HOLLANDAISE

Dans une interview accordée à la télévision hollandaise, l'ancien premier ministre de Turquie Bülent Ecevit a répondu aux questions concernant la situation actuelle et l'avenir de la démocratie en Turquie.

Dans son discours, Ecevit a précisé que la démocratie et la liberté "sont des valeurs sans prix qui méritent que l'on s'engage pour elles dans des chemins dangereux" et, il a ajouté après avoir rappelé les pratiques anti-démocratiques en Turquie : "j'ai confiance en l'attachement et en la croyance du peuple turc à la démocratie. Le peuple aspire dès maintenant à retrouver les libertés et les droits qu'il a perdu".

LA DECLARATION D'ANKARA : 46721 PERSONNES SONT JUGÉES PAR LES TRIBUNAUX MILITAIRES.

Selon la déclaration officielle de la présidence de la coordination de l'état de siège d'Ankara faite vers la fin du mois de février, 46721 détenus sont jugés actuellement par des tribunaux militaires. Ce chiffre ne concerne ni les personnes actuellement gardées à vue ni celles déjà condamnées par les tribunaux.

Parmi les personnes jugées, 660 le sont dans des procès intentés à l'encontre de partis politiques, 2075 sont des syndicalistes et 43986 sont jugées pour leur appartenance à des organisations démocratiques.

LE PROCES PCT A COMMENCE A ANKARA.

Le 15 février 1982, un nouveau procès s'est encore ouvert à Ankara, 201 démocrates, patriotes progressistes y sont jugés pour délit d'appartenance au parti communiste turc ou d'en être dirigeant.

On y trouve un détenu atrocement torturé, défensuré par les policiers qui est actuellement emprisonné à l'hôpital militaire Mevki à Ankara avec les deux jambes paralysées, un deuxième, incarcéré au sanatorium militaire d'Ankara après avoir été torturé pendant 130 jours, un autre encore emprisonné à la prison militaire de Mamak avec un bras paralysé à la suite de sévices subis.

Dans ce procès, la junte foule aux pieds toutes les lois et toutes les normes juridiques. Bien que le procès soit commencé, les reuves versées au dossier de l'instruction sont tenues secrètes et les avocats n'ont pas encore reçu l'autorisation de les examiner. La junte a, d'autre part, interdit aux observateurs étrangers d'assister au procès car il lui convient de garder secret le fait que le procès est un complot et ne repose sur aucune base et de cacher la pratique de la torture.

La junte veut tenir à l'écart de ce procès les juristes démocrates venant de l'étranger. C'est pour cela que le commandant de l'Etat de siège d'Ankara a décrété l'interdiction aux juristes étrangers de suivre le procès.

LA REPRESSION ENVERS LES ENSEIGNANTS ET LES ETUDIANTS S'INTENSIFIE

La junte utilise dans les écoles la force de frappe. Dans toutes les écoles de l'enseignement supérieur, des postes de police sont mis en place, dans certaines universités les militaires montent la garde à l'intérieure même des salles. La plupart des résidences universitaires sont transformées en salles d'audiences ou de garnisons. Un exemple, la plus grande de ces résidences, la "résidence universitaire Atatürk" abrite des soldats et le procès de la DISK se déroule dans le gymnaste transformé en salle d'audience. Selon les déclarations du ministre de l'Education nationale Hasan SAGLAM, 1311 enseignants ont été retirés de leur poste et 1254 sont emprisonnés. Parmi eux se trouvent plus de 50 dirigeants du syndicat-association des enseignants TOB-DER. Toujours selon cette déclaration, 862 étudiants se trouvent incarcérés et 2245 ont eu leurs diplômes supprimés.

300 OFFICIERS PATRIOTES SONT EMPRISONNES

Ces derniers jours, la junte est de nouveau passée à l'attaque. Cette fois-ci une répression féroce s'est abattue sur les officiers patriotes progressistes. Le Général BIRAND affecté à la 2^e armée de terre a été relevé de son poste tandis que 300 autres officiers étaient emprisonnés. 75 de ces officiers qui furent atrocement torturés ont été incarcérés alors que les autres sont encore en garde à vue. Un de ces officiers a été trouvé mort dans sa cellule. Les responsables de la junte ont déclaré qu'il s'agissait d'un suicide. Seulement, il n'est pas possible d'affirmer qu'il s'est suicidé ou si il est mort sous la torture.

LA JUNTE ARRETE LES MEDECINS TEMOINS DES TORTURES

52 médecins qui ont soigné des torturés ont été arrêtés par la junte. L'opinion publique turque qui est obligée de lire dans les moindres détails les déclarations de la junte et de ses collaborateurs, se trouve par ailleurs privée de toutes chances de pouvoir lire le moindre article sur les médecins emprisonnés. La junte, en appliquant la censure sur la presse croit qu'elle

peut continuer à cacher la pratique de la torture aux yeux du peuple.

Ainsi, le caractère démagogique des déclarations fréquentes que se croient obligés de faire les dirigeants de la junte et selon lesquelles "les cas de torture signalés sont examinés avec soin", se trouve démontré.

LES FAMILLES DES DETENUS LUTTENT CONTRE LA FAIM

Les familles de dizaines de milliers de détenus progressistes incarcérés depuis l'arrivée au pouvoir de la junte luttent actuellement contre la faim. Plusieurs familles en sont arrivés au seuil de la mort. Le Croissant Rouge refuse toutes les demandes d'aide à ces familles. Il ne reste qu'un seul recours à ces familles : la solidarité avec les autres pays.

C'est un devoir d'humanité d'apporter son aide et sa solidarité aux familles des détenus.

LA VENUE DE GROUPES D'OBSERVATEURS ETRANGERS EN TURQUIE DEPEND DESORMAIS D'UNE PERMISSION

Dans une déclaration, le commandement de l'état de siège d'Istanbul a fait savoir que le droit de "l'organisation de rencontres, d'invitations de groupes, ou de représentants d'organisations officielles ou privées des pays étrangers par des associations, des corporations, des syndicats, fondations ou autres organismes" était lié à une autorisation préalable du commandement de l'état.

Par ailleurs, dans ce communiqué, la junte s'est attaquée à la plus importante forteresse de la démocratie, le Barreau, en l'accusant de vouloir "... influencer le déroulement des procès par le biais d'organisations officielles ou non".

Le 19 janvier 1982, 150 avocats français, en répondant à l'appel de solidarité lancé par le Bâtonnier du barreau d'Istanbul - Orhan APAYDIN, se sont déclarés solidaires des démocrates turcs et se sont élevés contre le fait que les droits à la défense et la déclaration universelle des droits de l'homme soient piétinés. Ils ont appelé tous les juristes à amplifier leur solidarité.

LA CONSTITUTION ET LES LOIS PROMULGUEES PAR LA JUNTE

Les généraux ont donné au chef de l'état le droit de choisir et de nommer directement les membres des principaux organes de l'état. Ainsi, la commission de contrôle d'état, du conseil supérieur de la magistrature et du conseil de l'enseignement supérieur ont été désignés par le chef de la junte Evren en personne. D'autre part, la junte a accepté les lois qui élargissaient les pouvoirs du chef de l'état et la nouvelle loi sur les impôts. La junte a ainsi tracé d'avance le cadre de la constitution qui sera préparée par la commission fantoche de l'Assemblée constituante en promulguant un grand nombre de lois anti démocratiques.

La classe ouvrière et les forces démocratiques se dressent contre ces lois anti démocratiques, contre le piétinement de la constitution de 1961 et veulent une constitution

qui ait pour base l'indépendance nationale

qui accepte toutes les libertés démocratiques

qui défende l'indépendance économique

qui reconnaisse le droit de grève, des conventions collectives aux syndicats et à la classe ouvrière.

La classe ouvrière demande d'unir toutes les forces contre l'abrogation de la constitution de 1961 et de lutter pour l'établissement d'une constitution démocratique.

100.000 INTERDICTIONS DE QUITTER LE TERRITOIRE

La junte a interdit à 100.000 personnes appartenant à toutes les catégories sociales, travailleurs, intellectuels, écrivains, journalistes, artistes etc... par un décret de quitter le territoire turc pour une période indéterminée.

LE PROCES DE LA DISK

Le procureur lit avec lenteur l'acte d'accusation pendant les audiences du procès auxquelles les avocats n'assistent pas. Le tribunal continue de refuser la demande de défense collective des avocats. Face aux réactions qui s'élèvent en Turquie et dans le monde, la junte prépare de nouvelles manoeuvres. Les pressions s'intensifient dans le but de mettre en situation difficile les avocats de la défense dans le procès de la DISK. Ceci est la raison principale de l'arrestation de M^o Orhan APAYDIN qui est l'un des fondateurs du comité turc pour la paix, bâtonnier d'Istanbul et avocat au procès de la DISK. Quant aux raisons de la lenteur de la lecture de l'acte d'accusation, c'est d'une part l'attente que le mouvement de solidarité qui s'est élevé s'appaise, d'autre part la possibilité d'intensifier les pressions sur les avocats de la défense. L'interdiction d'observation et d'information faite aux représentants de l'opinion publique démocratique internationale, à la presse et aux avocats, fait partie intégrante de ces mesures de pression.

POURQUOI VEULENT-ILS LES EXECUTER ?

EXTRAITS DE L'ACTE D'ACCUSATION DU PROCUREUR (2)

"Selon le contenu des idées avancées par la DISK : la Turquie n'est pas un état indépendant mais un état dépendant de l'impérialisme occidental, elle est exploitée et maintenue dans l'oppression par ces états impérialistes. L'exploitation et la répression qui écrasent notre peuple sont la raison du chômage, de la famine et de la misère. Les instruments de l'exploitation et de la répression sont la Banque mondiale, le FMI, les firmes multinationales, les bases de l'OTAN et celles des Etats Unis. C'est pourquoi la Turquie doit retrouver son indépendance et se libérer du joug politique et économique."

"Les idées avancées par la DISK n'ont pas de rapport avec les intérêts économiques et sociaux de la classe ouvrière. Elles ont un rapport avec les activités qui visaient à instaurer un régime marxiste léniniste en renversant le régime parlementaire et libre qui existait en Turquie." (p. 43/45)

LE 15° ANNIVERSAIRE DE LA FONDATION DE LA DISK EST CELEBRE DANS DIFFERENTS PAYS D'EUROPE

En Suède : Le comité organisateur qui a été formé en conclusion des travaux, de Ekrem AYDIN membre du comité administratif de la DISK et vice-président de MADEN-IS (Fédération de la Métallurgie), de Enver TURKOGLU et d'Akat SAGINER membres du bureau fédéral de BANK-SEN (Fédération des employés de banque), a célébré avec succès le 15° anniversaire de la DISK. L'Union des ouvriers de Turquie, l'Union des progressistes de Turquie en Suède, l'Organisation des artistes de Turquie et l'Union des jeunes de Turquie, ont pris place dans le Comité Organisateur aux côtés des dirigeants de la DISK.

Lors de la réunion massive du 21 février qui s'est tenue à Stockholm, Mehmet KARACA, Président général de MADEN-IS et membre du comité administratif de la DISK a prononcé un discours. Par ailleurs, la confédération des syndicats de Suède (L.O.), la confédération des syndicats de fonctionnaires de Suède (T.C.O.), le Parti social-démocrate, le Parti libéral et le parti des communistes de gauche en Suède ont prononcé chacun une allocution. M° Tomas ROTHPFEFFER qui est allé en Turquie comme observateur au procès de la DISK a fait part de ses impressions.

A l'occasion de cette réunion, les tableaux d'Ihsan AYDIN relatifs à l'histoire de la classe ouvrière de Turquie ont été exposés.

Mehmet KARACA qui se trouvait en Suède pour cette occasion a rencontré les dirigeants de la Confédération des syndicats ouvriers de Suède et du Syndicat de la métallurgie.

Aux Pays-Bas : La Fédération des syndicats des Pays-Bas (F.N.V.), la Fédération des syndicats chrétiens (C.N.V.) et les comités de solidarité avec les forces démocratiques de Turquie ont célébré le 15° anniversaire de la DISK dans la salle Rothankuiz le 12 février.

Lors de la réunion, M. WINKOK, président général de la F.N.V. et de la C.E.S., M. H. Van der MEULEN, président général de la C.N.V. et Metin DENIZMEN président général de BANK-SEN affilié à la DISK, ont pris la parole.

Au Danemark : Pour le 15° anniversaire, le Comité de solidarité avec la Turquie a célébré la semaine de solidarité avec la DISK du 15 au 21 février.

Des affiches, des badges et des tracts ont été largement diffusés à cette occasion.

Lors de la réunion organisée le 16 février, Mehmet KARACA, président général de MADEN-IS, Lasse BUDTZ, parlementaire du Parti social-démocrate, Björn ELMQUIST du parti libéral, Pelle VOIGHT du parti populaire socialiste, M^o Félix POULSEN et Mahmut ERDEM, président de l'Union des ouvriers de Turquie au Danemark, sont intervenus.

Le 19 février, au cours de la soirée à laquelle les artistes Sümeyra ÇAKIR, Meral TAYGUN et Vasif ONGOREN ont participé, Kemal DAYSAL, membre du bureau confédéral de la DISK, Gert PETERSEN, président du parti populaire socialiste, Willum HANSEN, président du Comité pour la paix et la sécurité du Danemark et Mahmut ERDEM ont prononcé chacun un discours.

En Allemagne Fédérale : Les comités de solidarité avec la DISK qui existent en Allemagne fédérale ont organisés des meetings et fait de nombreux collages d'affiches à l'occasion du 15^e anniversaire de la DISK.

DIB-FAK, FIDEF, GERCEK-ADK, KKDK et les maisons du peuple kurde ont publié un communiqué commun et organisé des manifestations nocturnes dans différentes villes d'Allemagne fédérale. En outre, la HDF a participé à la campagne de solidarité avec la DISK et ont publié ensemble une affiche.

Francfort - Près de mille travailleurs allemands, turcs, kurdes et d'autres nationalités ont participé à la réunion organisée dans une salle de la DGB et au cours de laquelle Yasar ARIKAN, membre du comité administratif de la DISK a pris la parole.

ESSEN - Lors de la réunion réalisée également avec la participation de syndicats allemands, Murat TOKMAK, membre du comité administratif de la DISK et vice-président de Maden-Is a prononcé un discours. Par ailleurs, les représentants de 4 syndicats allemands (IGM, HBV, BSE et GEW) ont pris la parole.

BREMEN - Lors de la réunion pour le 15^e anniversaire de la DISK, Turhan ATA, membre du comité administratif de BANK-SEN a pris la parole.

Lübeck - A la suite d'un appel lancé par IGM, une réunion

massive a eu lieu au cours de laquelle Murat TOKMAK, membre du comité administratif de la DISK et vice-président de MADEN-IS a prononcé un discours.

Berlin-Ouest : Le 15° anniversaire de la DISK a aussi été célébré massivement. Süleyman USTUN, président de la section d'éducation de MADEN-IS a participé à cette célébration avec une allocution

France - Le 15° anniversaire de la DISK est célébré avec des actions massives

Paris - Le 2 mars, à l'initiative de la CGT et des dirigeants de la DISK qui se trouvent à Paris, un important meeting a été organisé. Lors de la réunion, Kemal DAYSAL, membre du Bureau confédéral de la DISK et Johannes GALLAND, membre du bureau confédéral de la CGT ont pris la parole. Pendant la partie culturelle de la soirée, on a pu voir le film du 1° mai réalisé par la DISK et des manifestations folkloriques

Strasbourg - 600 travailleurs de Turquie ont participé à une réunion au cours de laquelle Kemal DAYSAL et le représentant CGT de Strasbourg ont pris la parole. Pendant la partie culturelle de la soirée des films sur le 1° mai ont été projetés et le concert de Sümeyra ÇAKIR a été écouté avec beaucoup d'attention.

LE 10° CONGRES DE LA FSM S'EST REUNI A LA HAVANE

Une délégation de Turquie a participé au 10° congrès de la FSM qui s'est réuni entre le 10 et 15 février dernier. La délégation était composée de Kemal DAYSAL, membre du bureau exécutif de la DISK, Selahattin UYAR, membre du comité administratif du syndicat du textile, Gültekin GAZIOGLU président de TOB-DER et de deux représentants de la FIDEF. Lors de son intervention au congrès, Kemal DAYSAL a rappelé l'évolution de la situation de la Turquie et de la situation internationale. Il a donné les dernières informations sur le procès de la DISK et a souligné l'importance de la solidarité de la DISK avec les organisations syndicales internationales et les actions qu'elles entreprenaient. Par ailleurs, Gültekin GAZIOGLU qui a pris la parole au congrès, a fait le récit de la dure répression qui s'est abattue sur TOB-DER et les enseignants.

Le congrès, à la suite de la résolution prise contre la Turquie, a adressé un télégramme de protestation au général EVREN.

MOTION PRISE PAR LE CONGRES DE LA FSM CONCERNANT LA TURQUIE

Le mouvement syndical mondial condamne la répression, les poursuites auxquelles le mouvement syndical se trouve confronté et la suppression des libertés et des droits syndicaux. Le congrès déclare sa solidarité totale avec la DISK et demande au régime militaire de mettre fin au faux procès de la DISK qui peut se terminer par la condamnation à mort des 52 dirigeants.

Que tous les syndicalistes arrêtés soient immédiatement libérés, que les droits syndicaux et les organisations démocratiques soient totalement respectés.

TELEGRAMME DE PROTESTATION ADRESSE AU GENERAL EVREN

Les délégués du 10° congrès de la FSM représentants de 260 millions de travailleurs dans le monde, demandent l'arrêt des poursuites et des procès engagés contre les militants et les dirigeants de la DISK et leur libération immédiate.

Les délégués du 10°
congrès de la FSM

DECLARATION COMMUNE DES DIRIGEANTS DE LA DISK ET DE LA CGT

A l'occasion du 15^e anniversaire de la fondation de la DISK, les dirigeants de la CGT et de la DISK se sont réunis et ont publié une déclaration commune. Les deux délégations étaient conduites respectivement par le camarade Georges SEGUY, secrétaire général de la CGT et les camarades Kemal DAYSAL, membre du bureau exécutif de la DISK et Mehmet KARACA, membre du comité administratif de la disk.

Dans la déclaration commune, la délégation de la CGT a assuré les dirigeants de la DISK de sa profonde et indéfectible solidarité dans le combat mené par les travailleurs et le peuple de Turquie contre les forces d'oppression nationales et internationales et qu'elle apportera son soutien actif et sa solidarité au "Bureau de solidarité international avec la DISK et le mouvement syndical de la classe ouvrière de Turquie" qui s'est ouvert à Paris.

LA RENCONTRE DES DIRIGEANTS DE L'UGICT ET DE LA DISK

A la suite de la rencontre entre la délégation de l'UGICT conduite par René LE GUEN, secrétaire général de l'UGICT d'une part et de Kemal DAYSAL et Mehmet KARACA d'autre part, un communiqué commun a été publié. Dans ce communiqué, ils évoquent la situation en Turquie et affirment leur solidarité active avec les dirigeants de la DISK arrêtés.

LA CAMPAGNE DE SOLIDARITE DES INTELLECTUELS FRANCAIS AVEC LES FORCES DEMOCRATIQUES DE TURQUIE

Plusieurs intellectuels français dont le poète français Aragon, Kaldor, Juliette Gréco, Lucien Sève, René Andrieu, André Wurmser ont ouvert une campagne de signatures et ont lancé un appel à la solidarité avec les forces démocratiques de Turquie.

DECLARATION DE SCHORI SUR LA TURQUIE

Dans un article paru dans le "New York Times", Pierre SCHORI, secrétaire des relations extérieurs du parti social démocrate de Suède, critique les Etats Unis qui soutiennent le régime de la junte et

"espèrent rétablir la stabilité en Turquie. Mais du

moment où le silence et la répression deviennent les caractéristiques essentielles d'un régime, ni la sécurité, ni la stabilité ne peuvent être assurées. La fin de la junte grecque en est la preuve."

LA SOLIDARITE DES JURISTES AVEC LA TURQUIE SE DEVELOPPE AU NIVEAU INTERNATIONAL

- L'Association internationale des juristes démocrates a déposé une plainte contre le régime militaire en Turquie auprès de la commission des droits de l'homme aux Nations Unies.

- F. WEYL, avocat français au barreau de Paris qui a suivi sur place les déroulements de procès a donné des informations aux avocats allemands et espagnols qu'il a appelé à se solidariser avec la Turquie.

- Le bâtonnier du barreau de Paris, a demandé au gouvernement français de prendre une position active vis à vis de la Turquie lors du discours solennel qu'il a prononcé à l'occasion de l'ouverture de la nouvelle année de la magistrature.

- 150 avocats français ont lancé un appel à la solidarité avec les démocrates turcs et ont exprimé leur soutien à leurs collègues turcs.

LA DECLARATION DES REPRESENTANTS DE LA FEDERATION INTERNATIONALE DES DROITS DE L'HOMME

Lors d'une conférence de presse, le Dr DUMONT, membre du comité central de la commission des droits de l'homme, G. GOUZES parlementaire, et C. ROSTOKER avocat, secrétaire général adjoint de la commission, ont rendu compte de façon détaillée de ce qu'ils ont vu durant leur mission en Turquie. C'est M^o JACOBY, avocat, secrétaire juridique de la fédération internationale des droits de l'homme qui assura la présidence de cette conférence.

Dans sa déclaration, la délégation a précisé qu'il y a eu 170.958 personnes

arrêtées depuis un an et demi dont 81634 au Kurdistan de Turquie. Parmi les inculpés se trouvent 102 anciens parlementaires, 78 journalistes et écrivains, 92 avocats, 35 sous préfets, 1485 maires et employés de mairie, 6191 enseignants et 6758 fonctionnaires.

LA M J C F A OUVERT UNE CAMPAGNE DE SOLIDARITE

La MJCF a lancé une campagne de signatures pour la libération de tous les jeunes progressistes et démocrates de Turquie, en particulier celle d'Erhan TUSKAN, directeur de l'hebdomadaire IYG (Jeunesse patriote et progressiste). Au cours de réunions massives organisées à Ivry, Marseille et Lyon, Ahmet MuhtarsOKUCU, secrétaire général de la fédération des jeunesses progressistes de Turquie a remercié la MJCF pour sa solidarité internationale et a déclaré que les marques de solidarité donne à la jeunesse de Turquie, aujourd'hui, du courage pour mener à bien son difficile combat.

UNE DELEGATION TURQUE A RENCONTRE PLUSIEURS PERSONNALITES DU MINISTERES DES AFFAIRES ETRANGERES DU DANEMARK

Mehmet KARACA, à la tête de la délégation turque a rencontré le chargé des Relations avec la Turquie, des responsables des sections politiques et des droits de l'homme du Ministère des affaires étrangères.

Les représentants du Ministère des affaires étrangères ont fait savoir qu'ils avaient travaillé afin que des décisions concrètes soient prises lors de la dernière réunion du Conseil de l'Europe et pour que la junte militaire soit à l'ordre du jour de la commission des droits de l'homme à Strasbourg.

TELEGRAMME DE PROTESTATION ENVOYE PAR DES INTELLECTUELS, DES ARTISTES, DES ENSEIGNANTS - CGT

Dans le télégramme envoyé à l'Ambassadeur de Turquie à Paris il a été mentionné que l'on craint pour la justice, la liberté et les droits de l'homme, que les tortures doivent cesser et que les hommes politiques et les syndicalistes emprisonnés soient immédiatement libérés.

Судебная расправа

Турция

Почему в Турции власти так жестоко собираются расправиться с профсоюзными деятелями страны? А. ЛОГВИН, председатель профнома спецуправления № 4 треста «Ростовтрубпроводстрой» (Ростов-на-Дону).

На минувшей неделе в одном из стамбульских судов чрезвычайного положения начался судебный процесс над руководством Конфедерации революционных рабочих профсоюзов Турции (ДИСК). 52 руководителям и активистам конфедерации угрожает по требованию прокурора смертная казнь. «Цель процесса,— заявил на суде генеральный председатель конфедерации Абдулла Баштюрк,— ликвидировать в Турции классовое и массовое профсоюзное движение, которое развивалось в рамках ДИСК».

ДИСК — профсоюзное объединение страны, в которое входят 28 отраслевых профсоюзов, насчитывающих 600 тысяч членов. Влияние конфедерации особенно возросло в 70-е годы, когда она в полном соответствии с конституцией страны вела борьбу за жизненные интересы трудящихся — выступала против урезывания бюджетных расходов на общественные нужды, за улучшение условий труда и жизни рабочих и служащих, за расширение демократических и профсоюзных прав, против угрозы фашизма, за мир и социальный прогресс.

Усиление борьбы турецких трудящихся за свои насущные интересы под руководством ДИСК, возрастающий авторитет конфедерации, распространение ее влияния пришлись не по вкусу реакционным кругам и буржуазии Турции. Они организовали настоящую травлю этой прогрессивной организации турецкого рабочего класса. В 1980 году, после установления военного правления в стране, ДИСК была запрещена. Сегодня, кроме 52 деятелей ДИСК, которым угрожает смертная казнь, в тюрьмах находятся сотни активистов конфедерации.

На процессе в Стамбуле, пишет французская газета «Юманите», само существование конфедерации рассматривается как «опасность». Руководителям ДИСК вменяются в вину выступления за профсоюзные свободы, а факт их сотрудничества с ВКТ Франции рассматривается как отягчающее обстоятельство. Несмотря на столь очевидные факты, подчеркивает газета, президент США Рейган объявил турецким властям, которые с сентября 1980 года держат в тюрьмах 30 тысяч политических заключенных, что Анкара будет получать доллары и оружие в еще больших количествах.

Наряду с жестоким разгромом профсоюза авиадиспетчеров в США, арестами и казнями профсоюзных активистов в ЮАР репрессии в Турции являются частью широкого антипрофсоюзного наступления, предпринятого во многих странах властью капитала в условиях экономического кризиса, когда массы трудящихся усиливают борьбу за свои интересы.

Р. ПУЧКОВ.

Турция 29 дек 81